

on en parle...

Crise alimentaire au Niger : On ne le dira jamais assez... mieux vaut prévenir que guérir !

BIEN QUE CONNUES ET DIFFUSÉES au travers d'éminents travaux d'économistes et chercheurs de niveau international, les causes profondes de la crise alimentaire au Niger continuent d'être ignorées dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de développement. Parmi ces causes : la trop forte dépendance de l'agriculture à la pluviométrie et à d'autres aléas, l'inadaptation des méthodes culturales, le faible niveau d'encadrement des producteurs après la fin des subventions de l'État à l'agriculture, la faiblesse des économies locales, le poids de la dette (15,3 % des recettes budgétaires du pays), l'insuffisance et la mauvaise affectation de l'aide internationale, l'analphabétisme, l'ignorance, un certain manque de vision des dirigeants, les règles du jeu au niveau international le plus souvent taillées par les uns sans penser aux capacités réelles des autres.

Fallait-il attendre une telle aggravation pour agir ?

Tout apparaît comme si la situation difficile que connaît le pays était nouvelle. Or chaque année, des milliers de nigériens et plus particulièrement les enfants meurent à cause du manque d'eau potable et faute de services de santé adéquats.

Comment expliquer le silence assourdissant de la communauté internationale face aux appels répétés des agences de l'Onu et du Niger qui peinent à mobiliser des ressources ? À ce jour, sur 67 millions d'euros sollicités pour faire face à la crise alimentaire et après une campagne médiatique sans précédent, seuls 31 millions d'euros ont été reçus. Le passage de l'ouragan Katrina dans le sud des États-Unis d'Amérique il y a quelques semaines fait penser que même morts, les hommes n'ont pas le même « prix ». En effet, quelques jours seulement après cette dernière catastrophe, des centaines de millions d'euros étaient mobilisés. Pour ce qui concerne le Niger et bon nombre de pays en développement sans grand intérêt stratégique, le peu d'actions menées consiste toujours à entretenir l'espoir et à maintenir les plus démunis dans leur situation de pauvreté afin qu'ils ne puissent exister qu'en tant que consommateurs, y compris de l'aide elle-même.

Mieux vaut prévenir que guérir.

En plus du plan d'urgence lancé par l'État, plusieurs autres acteurs (communes, agences de coopération, associations locales, ONG d'appui, particuliers, etc.), travaillent au quotidien, non seulement à la gestion de la crise mais surtout à ce qui est plus vital pour le Niger sur le long terme : à faire son développement à son rythme, en



fonction de ses ressources et de ses capacités.

Des actions simples et peu coûteuses ont fait la preuve de leur efficacité : dans une partie du département de Dakoro, classé parmi les zones les plus vulnérables du pays, le soutien apporté par notre organisation à la création, la mise en réseau et au suivi d'une vingtaine de banques céréalières depuis bientôt quatre ans, a permis d'y stabiliser la situation.

Bien que des insuffisances persistent dans la gestion, l'entretien et le renouvellement des stocks, les banques de céréales constituent un véritable instrument de sécurité alimentaire. Elles font écho à d'anciens mécanismes communautaires de prévention et de gestion de crise alimentaire qui ont été déstructurés par les aides d'urgence massives des premières sécheresses (milieu des années 1970-80). C'est plus simple à dire qu'à faire mais il suffit aujourd'hui d'investir pour que chaque village du Niger reconstitue ou constitue son stock de sécurité proportionnellement à la taille de la population avec un renforcement de leurs capacités d'entretien et de gestion et nous aurons parcouru une partie du chemin.

L'aide au développement, si elle est sincère, devra faire en sorte que de telles situations ne se reproduisent pas. Malheureusement cela fait 40 ans qu'on le chante sans grand succès. Faut-il y croire encore ou faut-il considérer que le monde est définitivement installé dans un schéma irréversible creusant les inégalités, exacerbant les frustrations et menant à la catastrophe ?

Jean Bosco Bazié, responsable Eau Vive Niger
BP 11156 Niamey, Niger. Tél. : (227) 72 49 90. Fax : (227) 72 49 91.
E-Mail : jb-evnig@intnet.ne — Site internet : www.eau-vive.org

RECEVOIR GRAIN DE SEL

Grain de sel est diffusé par abonnement gratuit pour les ressortissants du Sud, et payant au Nord (15 euros pour 4 numéros, chèque à l'ordre de Adeprina - Inter-réseaux). Pour vous abonner, envoyez un courrier postal avec vos prénom, nom, adresse postale et adresse de courrier électronique à Inter-réseaux, 32 rue Le Peletier, 75009 Paris ou un message à : secretariat@inter-reseaux.org